



Secrétariat exécutif

**Rencontre des pays de la Francophonie préparatoire à CONFINTEA VI
Pour une alphabétisation durable, prévenir et lutter contre l'illettrisme
Lyon 11-13 février 2009**

**PRODUCTION AGRICOLE, FORMATION DES RURAUX
ET...ALPHABÉTISATION**

**Communication présentée par Bernard CAVAILLÉ,
Secrétaire exécutif du réseau international formation agricole et rurale
(Réseau FAR),**

**dans l'atelier alphabétisation durable et production économique :
agricole, artisanale, industrielle...**

Dans cette communication, nous n'allons pas précisément parler d'alphabétisation car nous n'en avons ni la légitimité ni la compétence mais bien de notre univers de travail à savoir la formation de masse des producteurs agricoles notamment dans les PED de l'Afrique subsaharienne. Cela dit, aborder les questions d'analphabétisme et construire les ponts avec les programmes d'alphabétisation et de lutte contre l'illettrisme représente une opportunité que nous ne voulons pas manquer tant nos efforts sont voués à l'échec si notre public cible n'est pas préparé à adhérer à des programmes de formation professionnelle.

Pour commencer je rappellerai les mots prononcés par le directeur général de la FAO qui introduisait ainsi une intervention « l'agriculture est la mère de tous les arts : lorsqu'elle est bien conduite tous les autres arts prospèrent ; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent ». Ce constat n'était pas particulièrement nouveau ; il citait Xénophon, philosophe de la Grèce antique (4 siècles avant JC). Pour l'avoir oublié, le monde compte aujourd'hui près d'un milliard de personnes souffrant de la faim, dont plus de la moitié dans le monde rural ce qui est paradoxal et l'Afrique est particulièrement touchée par la malnutrition.

Pourquoi ? Tentons quelques explications .

Le secteur agricole et rural remplit de plus en plus difficilement ses missions :

- nourrir les populations urbaines et... rurales ; la désaffection des cultures vivrières, l'évolution des habitudes alimentaires, les difficultés croissantes

d'approvisionnement en céréales fournies par les importations fragilisent considérablement la production d'aliments pour le pays y compris pour les propres producteurs. La sécurité alimentaire et a fortiori la souveraineté alimentaire sont des objectifs toujours plus inaccessibles ;

- générer des ressources en devises par les produits d'exportation ; outre le fait que la généralisation des productions de rente, imposée par les puissances colonisatrices, s'est faite au détriment des cultures vivrières, ces productions sont frappées de plein fouet par les effets de la mondialisation des échanges ;
- protéger et restaurer les ressources naturelles ; la croissance démographique concerne avant tout les zones urbaines mais en valeur absolue, les populations rurales continuent et continueront à croître. Cette pression se traduit des prélèvements toujours plus importants, des périodes de repos toujours plus courtes avec pour conséquences déboisements, surexploitation des sols et des parcours, érosion, en un mot la dégradation continue de l'environnement ;
- assurer un niveau de vie décent en milieu rural ; c'est dans les campagnes que l'on trouve le plus de pauvreté, voire d'extrême pauvreté ;
- Enfin conserver et accroître l'emploi et l'auto emploi dans les zones rurales pour maîtriser l'exode vers les villes et proposer des conditions de vie plus décentes.

L'explosion démographique, l'accroissement anarchique des villes, le manque de perspectives dans les zones rurales sont autant de dangers de voir se développer de graves crises sociales et des désastres environnementaux, bien plus coûteux pour la société que la mise place de solutions pour restaurer les missions dévolues au milieu rural. Pourtant on n'a pas hésité dans les années récentes à déstructurer les dispositifs de formation professionnelle, notamment pour les producteurs agricoles, jugés insoutenables financièrement par les Etats. Il en résulte une situation dramatique : systèmes d'enseignement technique et de formation professionnelle très peu actifs et de surcroît éclatés entre plusieurs ministères de tutelle, centralisation et faible proximité avec le milieu professionnel agricole et la recherche, cloisonnement entre niveaux différents, déséquilibre des flux d'étudiants au détriment des formations professionnelles de base. En outre, même s'il est indispensable de prendre en compte les pratiques locales, la transmission traditionnelle de savoirs paysans ne répond plus ou peu aux exigences des évolutions économiques, technologiques et sociales.

Or en Afrique plus de la moitié de la population active est employée dans l'agriculture assurant une part significative du PIB et des recettes d'exportation. Pourtant ce secteur a été progressivement marginalisé par les décideurs nationaux et internationaux et les agences de coopération, rendant toute sa portée aux propos du philosophe grec.

Car l'actualité nous rattrape.

Augmentation brutale et variations désordonnées des cours des matières premières et des aliments de base ;

crises alimentaires, émeutes de la faim ;

détournement de terres, dans les pays développés ou émergents mais aussi de plus en plus dans les pays en développement, normalement destinées à la production d'aliments pour produire des bio carburants et satisfaire les besoins et les égoïsmes des pays riches ;

dégradation continue des ressources naturelles, dérèglements climatiques.

Alors ces mêmes agences internationales et ces mêmes décideurs remettent l'agriculture au premier plan comme élément fondamental du développement socio-économique des pays concernés. Lors de la conférence « Qui va nourrir le monde? Vers des agricultures diverses et durables, moteurs du développement » organisée au parlement européen, le 3 juillet 2008, tous étaient là: les directeurs généraux de la FAO, de la Banque Mondiale, de l'OMC, la présidence française de l'union européenne, les commissaires européens,...unanimes pour redorer l'image de l'agriculture, à tel point qu'un écrivain contemporain, Erik Orsenna, grand témoin de l'événement, a déclaré « Hier l'agriculture était ringarde ; aujourd'hui elle est la modernité et elle est porteuse de notre avenir »

Il faut augmenter la production et la productivité en investissant massivement dans les zones rurales. Il faut mettre à la disposition des producteurs des engrais, des pesticides, de la mécanisation.

Pas un mot, en tout cas peu de mots sur la formation professionnelle des acteurs. Encore moins sur le fait que les taux d'analphabétisme dans ces pays sont dramatiquement élevés, hypothéquant ainsi tous les efforts déployés auprès des producteurs. Peut-on former des paysans à l'analyse de situations et à la prise de décision s'ils n'ont pas accès à la lecture, à l'écriture et à la comptabilité ? Eternel dilemme entre la vulgarisation de techniques, l'application de recettes et une véritable formation professionnelle. Par ailleurs se pose les questions suivantes : combien de producteurs et quelles catégories de producteurs faut il prendre en compte dans les stratégies de formation agricole et rurale ? Pour avoir des résultats significatifs en termes de production et de productivité, on doit intervenir sur le plus grand nombre. Le mot est lâché –formation de masse– qui fait peur car la mise en œuvre de tels dispositifs est a priori jugée insoutenable alors que les études n'existent pas (combien ça coûte et combien ça gagne ?). Et comme il est illusoire de former l'ensemble des producteurs, quelles sont ceux qui doivent être prioritaires. Les nouveaux exploitants et qui ont accès au foncier ? Les potentiels leaders du monde paysan mais comment les identifier ? Les jeunes déscolarisés mais alphabétisés ?

Le réseau international « Formation Agricole et Rurale » , réseau FAR, a été créé en 2006 pour tenter de mettre ou remettre à sa place la question de la formation

professionnelle des producteurs. Son objectif est de soutenir et renforcer la réflexion sur la formation de masse en milieu rural, dans le cadre de politiques nationales de développement agricole et rural et ce, par un partage de l'information et une mise en relation des acteurs. Il contribue ainsi à :

- rechercher, capitaliser et diffuser de l'information,
- renforcer les compétences de ses membres et développer un potentiel d'expertise,
- produire de nouvelles références dans les domaines où sont constatés de profondes carences ;

Pour cela il utilise une plate forme numérique (site web www.far.agropolis.fr , lettre mensuelle, dossiers thématiques, forums de discussion, bibliothèque en ligne,...) et développe des actions d'accompagnement (ateliers de travail, journées d'études, conférences internationales, visioconférences, encadrement de travaux et expertises, modules de formation, publications,...)

Pour conclure, quelques recommandations :

- Assurer un continuum entre l'éducation de base, l'alphabétisation, la formation professionnelle, l'emploi, la vie active et la vie citoyenne.
- Développer des études d'analyse d'abord des coûts aussi bien d'installation que de fonctionnement de dispositifs de formation professionnelle et ensuite des impacts/effets sur le développement économique de ces dispositifs, tant des programmes d'alphabétisation que des programmes de formation professionnelle. L'objectif étant de produire des argumentaires auprès des décideurs du type X % de producteurs alphabétisés et formés professionnellement = Y points de PIB.
- Ouvrir le réseau FAR aux questions d'alphabétisation. La plate forme du réseau est mise à disposition pour non seulement établir les liens numériques mais encore pour mieux assurer le continuum précédemment cité.